

Fondée en 1990, la revue *Temps critiques* est à la fois le fruit de nécessités objectives : les immenses transformations du système capitaliste et la caducité de la théorie du prolétariat, impliquaient un travail en profondeur sur la nouvelle période, et un bilan par rapport aux vingt années qui ont suivi Mai 68. L'éclatement des luttes de classes et l'épuisement du mouvement révolutionnaire, les replis identitaires et les dérives politiques ont entraîné une véritable pulvérisation de la théorie et un isolement des individus restés en dehors des chapelles constituées, mais qui considéraient qu'il n'était pas temps d'aller cultiver son jardin. Nécessités objectives donc, mais aussi singularités de rencontres fortuites entre des individus provenant d'horizon différents. Il est en effet notable, et cela influera sur le caractère futur de la revue, que l'origine de *Temps critiques* n'est pas dans la décision d'un groupe constitué de se donner un organe théorique, ni le résultat d'une association d'individus née d'une lutte particulière et qui se seraient trouvés des bases communes pour élaborer un autre projet.

Le point de départ du regroupement autour du projet de revue a été le livre de Jacques Wajnsztein, [Individu, révolte et terrorisme](#) (Nautilus, 1987), qui a conduit à un échange de textes et de lettres entre l'auteur et Jacques Guigou, qui venait, quant à lui, de publier [La Cité des ego](#) (L'Impliqué, 1987). Nous avons jugé nécessaire de présenter ici toute leur « correspondance <sup>1</sup> », dans la mesure où elle est un bilan des activités de ces individus durant les années 60, 70 et 80. Autour de cet échange, sont venues se greffer des rencontres entre Jacques Wajnsztein et d'autres individus (Loïc Debray, Bodo Schulze, Anne Steiner), auteurs eux-mêmes de livres (*La Fraction armée rouge*, Méridiens Klincksieck, 1988) ou d'articles parus en Allemagne et dont certains seront traduits dans les premiers numéros de la revue.

Le thème commun à tous ces individus, qui pourtant proviennent d'origines diverses (ultra gauche, anarchisme inorganisé, autogestion, gauchisme, École de Francfort), résidait dans l'idée qu'un état des lieux de la critique devenait absolument nécessaire, et ceci, au-delà des différences, des particularités ou même des implications des uns ou des autres. Une synthèse des différentes approches ainsi mises en présence fut tentée dans un projet de « Quatrième de couverture » pour le numéro un, intitulé « Nous ». Cette tentative entraîna une réponse virulente de la part de Bodo Schulze ; réponse restée inédite et que nous reproduisons <sup>2</sup> accompagnée des remarques que lui fit alors Jacques Wajnsztein. Il fut cependant tenu compte de cette critique pour la rédaction d'une nouvelle « Quatrième de couverture », cette fois publiée.

Il faut dire que la situation était difficile, car, outre l'origine différente des individus à l'initiative du projet, l'émiettement théorique et le recul de l'activité politique faisaient que chacun dans son coin produisait des textes sans que jamais ou presque, ces écrits ne

connaissent de diffusion à l'extérieur de la ville, et à fortiori du pays, où ils avaient été produits. Une mise en circulation des idées critiques s'est alors révélée comme la tâche importante à réaliser. Cela s'est concrétisé dans un projet de revue qui, ambition démesurée, devait être simultanément produite en français et en allemand avec, à terme, l'objectif de l'étendre à l'italien. Les difficultés inhérentes aux coordinations internationales qui viennent souvent se rajouter aux activités locales des individus, conduisirent à revoir à la baisse le projet et à se concentrer sur une édition en français avec des textes traduits de l'allemand<sup>3</sup>.

### **Six années d'activités critiques (1990-1996)**

Comme à tout projet théorique il faut une opportunité pratique, la situation en Allemagne (chute du mur et fin des blocs), survint à propos et fournit la matière d'un premier numéro (en Juin 1990) sur « la question allemande ». Numéro de circonstance, lié à l'actualité et qui scellait un certain caractère franco-allemand de la revue. A cette occasion, un premier élément positif fut de voir l'intérêt que représentait un dépassement des approches particulières et des rectifications implicites qui en découlaient chez chacune et chacun. En effet, l'appréhension de l'événement ne pouvait être exactement le même entre nos camarades allemands et nous. Eux, nourris du mal engendré par la bête immonde, voyaient du nationalisme partout, alors que nous étions tentés d'interpréter les événements en liaison avec la restructuration mondiale de l'espace du capital. Parallèlement, nos camarades allemands cherchaient à se débarrasser de l'hypothèque de la lutte armée qui pesait alors lourdement sur toutes les activités de la « Gauche extra-parlementaire » ; tandis qu'en France certains d'entre nous cherchaient à appréhender cette question dans le cadre plus large des rapports des individus avec l'État moderne, avec la révolte, et cela, dans un situation de dissolution du prolétariat<sup>4</sup>.

À l'automne 1990, le numéro deux se situe dans la continuité du numéro un, au sens où la confrontation critique entre le pôle allemand et le pôle français s'approfondit, avec des divergences de jugement (sur la RAF), mais aussi avec des convergences sur la question de l'antisémitisme et les liens parfois observés entre le révisionnisme et certains courants d'extrême gauche (cf. l'article : « Mise au point sur la question du révisionnisme »).

Mais ce numéro Deux ouvre aussi la voie vers ce qui allait devenir une des principales pistes d'exploration théorique au sein de la revue : les rapports individus/communauté. L'individu, dès lors, « est placé au cœur de la critique » ainsi que l'annonce la première de couverture. Dans son double rapport à l'État et au salariat, il est aussi défini comme « individu-démocratique », vivant une sorte d'écartèlement entre « égogestion » et communauté. Le contenu de ce qui fut, plus tard, défini comme tension de l'individu vers la communauté des hommes, n'est toutefois pas encore explicité, pas plus d'ailleurs que ne le sont les

fondements de cette tension. Cette référence à la communauté n'allait pas manquer de poser problème, surtout de la part de nos amis allemands qui avaient tendance à ne la concevoir que comme *Gemeinschaft*, et donc, lourdement entachée, au niveau théorique, de son côté *volkisch*, et au niveau pratique de la résonance nazie. Pour notre part, la référence était plutôt au Marx du VI<sup>e</sup> Chapitre inédit du *Capital*, et à sa notion de *Gemeinwesen* ; référence donc, non pas à la *Gemeinschaft volkisch*, ni à la communauté organique de Tonnies, mais à « l'être ensemble de la communauté ». Cela restait encore très abstrait et somme toute très « programmatique » et peu « critique ». Le développement de ce travail d'élucidation fut remis à plus tard, la guerre dans le Golfe imposant son rythme barbare à notre pratique. Pour la première fois, notre activité critique se trouvait confrontée à une nécessité pratique, la lutte contre la guerre dans le cadre plus général du refus de l'ordre mondial. Notre intervention prit plusieurs formes qui nous permirent aussi, secondairement, de préciser la nature de la revue. Tout d'abord des interventions individuelles, indépendantes de la revue, car celle-ci ne dicte pas de position à ses membres qui ont toute possibilité d'agir sous d'autres sigles ou en leur nom propre. La revue n'est pas un groupe politique. Nous sommes aussi intervenus, sous le titre de la revue, pendant la guerre, avec l'édition de suppléments. Les nécessités pratiques liées à l'urgence, ainsi que des difficultés techniques provenant de la dispersion géographique de nos forces, nous conduisirent à quelques bavures de fonctionnement : le premier des trois suppléments, violemment anti-pacifiste, ne reflétant finalement que le point de vue allemand dans la revue. A cette occasion, *Temps critiques* a donc bien affirmé une position : être partie prenante du mouvement de lutte contre la guerre, sans se fixer sur la nature des composantes du mouvement. Cette position est cohérente avec l'idée initiale, affirmée dans la quatrième de couverture, selon laquelle il n'y a plus de pôle théorique de référence, pas d'unification a priori de la critique, car il n'y a plus de classe-sujet porteuse d'un projet d'avenir pour l'humanité et la planète. Il ne s'agissait donc pas de manifester une quelconque radicalité abstraite (il y avait des Comités parisiens de « professionnels » pour cela !), mais bien plutôt d'exprimer un refus concret de la terreur. Cette activité déboucha peu après la fin de la guerre, au printemps 1991, sur un nouveau numéro de la revue, le numéro Trois, franco-italo-allemand dont la majorité des articles fut repris en livre, en Italie, sous le titre : *La guerra e il suo rovescio*, aux éditions *Nautilus* de Turin. Une étroite collaboration avec des italiens (un groupe de Sicile et surtout un groupe de Turin autour de Riccardo d'Este) s'amorçait ainsi et allait s'approfondir au fil des activités futures (traduction de nombreux textes, participation directe à la revue). Cette « réussite » ne doit cependant pas masquer deux échecs : un échec politique général qui est celui de la relative faiblesse du mouvement anti-guerre en France, et un échec interne à la revue quant à ses capacités réduites pour une plus large diffusion de ses idées et un accroissement notable de ses forces. Ayant dépassé le cap fatidique des trois premiers

numéros, et malgré des tensions parfois forts vives au sein du comité, à l'automne 1991, le numéro Quatre de Temps critiques est publié à 600 exemplaires. Sa préparation donna lieu à des débats internes sur le sens et la place de ce périodique politique. Les propos que l'on va lire sont extraits de la correspondance entre les membres du comité élargi à un premier cercle d'amis. Ils donnent une assez bonne illustration de la conception commune de notre activité revuiste : « La revue n'est pas celle d'un groupe politique. Elle n'est pas non plus la propriété de l'un ou de quelques uns d'entre nous. Elle doit donc éviter deux écueils : faire comme si tout le monde était d'accord et que cela aboutisse à délivrer une sorte de marque de fabrique Temps critiques (cet écueil a été assez bien évité jusqu'ici, même si la rédaction d'une Quatrième de couverture reste ambiguë à ce sujet) ; faire comme si la revue était un lieu collectif de valorisation-intervention individuelle (ce travers n'a pas été toujours absent de nos pratiques). « Bien sûr, une revue est un lieu où l'on peut « se lancer » en avançant des idées qui ne tiennent pas forcément le coup dans un ouvrage plus important. En cela les revues sont incomparables car elles permettent de placer des banderilles critiques, d'encercler et d'attaquer les problèmes par plusieurs côtés simultanément. Mais les revues sont aussi une entreprise collective où le pouvoir de la critique, les mots de la critique doivent être d'abord passés au crible de notre propre critique. Il ne s'agit pas de tomber d'accord sur tout, car alors il n'y aurait qu'uniformisation, mais de comprendre et de mesurer la portée critique d'une idée ou d'un mot, entre nous, avant de les diffuser vers l'extérieur. Faire cela c'est reconnaître que nous ne sommes pas des hommes de Lettres, ni des philosophes, mais des individus critiques dont la réflexion ne se développe pas autrement que dans les rapports sociaux et donc aussi dans les rapports internes à la revue. Interrogeons donc les mots que nous employons, rapportons-les à ceux des autres et sans que cela altère forcément notre réflexion, cela la rendra au moins plus claire, ne serait-ce qu'en faisant ressortir ses dimensions implicites ou cachées <sup>5</sup>.

Le numéro Quatre de l'automne 1991, intitulé « L'homme en trop », s'inscrivait dans une certaine continuité avec le numéro Trois, dans la mesure où quelques articles faisaient le point sur le mouvement anti-guerre du Golfe en Allemagne et en Angleterre ; mais il abordait aussi ce qui allait devenir un axe central de notre critique : le travail et les processus de formation. Dans l'article « Activité humaine et travail », Charles Sfar et Jacques Wajnsztein distinguent l'activité du travail, ce qui est nécessaire, mais surtout, ils soulignent l'existence d'une « aliénation initiale » dans la passion de l'activité qui saisisait les hommes dans la création, la transformation du monde et, dans le même mouvement, la transformation de l'humain. Dans l'objet de sa passion, de son activité, il y a aliénation, car l'homme est toujours à distance de l'objet de son activité. C'est pourquoi il est espoir et jouissance, aussi bien que déception, conscience d'une imperfection et d'une finitude. Cette aliénation initiale, tout en étant sociale (l'individu est passionné dans la mesure où son affectivité le relie aux

autres) se distingue de l'aliénation historique produite par les contradictions politiques, et par exemple de l'aliénation et de l'exploitation propres au système capitaliste. Cette aliénation « seconde », et non pas secondaire, allait être analysée dans la seconde partie de l'article, intitulée « La crise de l'activité-travail ». La fin de la centralité du travail, l'inessentialisation de la force de travail, la prédominance des rapports de domination sur les rapports d'exploitation, la fin des luttes de classes, même si les conflits actuels gardent des traces de classisme parce que la société reste structurée en classes dans un monde urbain qui n'est plus principalement un monde de la production, mais d'abord un monde de la technique, de la maîtrise du temps et du contrôle de l'espace. Tous ces caractères furent affirmés comme nouvelles déterminations de la société du capital.

Ces thèses furent l'objet de violentes réactions, y compris parmi des individus proches. Il apparut clairement à cette occasion, que si le temps de la critique est, certes, bien revenu, pour beaucoup encore, cette critique doit se situer dans le cadre reconnu et contrôlé de la théorie de Marx, pour ne pas dire de tout le corpus marxiste. Les réflexes « sécuritaires » en matière de pensée critique conduisent à une lecture interprétative selon laquelle la notion d'aliénation initiale équivaut à un refus de reconnaître la liberté comme essence de l'homme ; la perspective de la fin des classes-sujets et des luttes de classe signifierait la fin de toute lutte ; la priorité accordée aux rapports de domination sur ceux d'exploitation impliquerait l'abandon de Marx, etc. Des pages furent noircies contre nous et nous répondîmes en précisant ce qui devait l'être, mais en tenant bon <sup>6</sup>. Dans ce même numéro, la crise de la centralité du travail et de la production fut également abordée par d'autres biais : celui de la critique de la formation et de son institutionnalisation (cf. « Quatorze scolies sur l'institutionnalisation de l'éducation des adultes » de Jacques Guigou) ; celui de l'analyse des « nouveaux mouvements sociaux ». L'approfondissement de la critique, le faible volume de nos forces et la précarité de notre financement, nous firent insensiblement passer à une parution annuelle au lieu de semestrielle.

Le numéro Cinq, de l'automne 1992, repart de l'individu-démocratique afin de caractériser l'épuisement de ses références aux médiations traditionnelles qu'étaient pour lui la classe sociale et la nation. De cette situation d'anomie politique pourraient, en conséquence, surgir de nouveaux rapports entre individus et communauté. Tout d'abord, dans la continuité de l'article du numéro deux « L'individu-démocratique ou le miroir tragique du salariat », Charles Sfar et Jacques Wajnsztein précisent le rapport de cet individu à la socialité, ainsi que la différence entre particularité et singularité. C'est d'ailleurs cette particularisation qui donne la forme actuelle du rapport à la communauté ; ou plus exactement aux « communautés de référence ». Le rapport individu-communauté est aussi analysé comme tension dont l'intensité n'est pas uniforme (la tension est faible, voire neutre, en période « normale »,

alors qu'elle devient forte et révolutionnaire, voire barbare, en temps de crise ou « d'orgasmes de l'histoire <sup>7</sup>»). Il est aussi procédé à une périodisation destinée à préciser le sens des notions utilisées. Les communautés « primitives » sont ainsi définies comme des unités qui ne donnent pas naissance à des unités supérieures et séparées. Contrairement à ce qui a été souvent affirmé, l'individu y est déjà présent, car il est un donné de l'humain, bien que son autonomie pratique y soit très faible, car limitée par la nécessaire participation de tous les membres de la communauté à la vie immergée dans la nature. Les premières sociétés historiques se créeront ensuite contre ces anciennes formes, en dissolvant leur unité organique, mais sans empêcher que demeurent, en leur sein, des communautés partielles (familiales, claniques, villageoises). Cette forme ancienne de société repose en fait sur une pyramide de communautés partielles dont la société féodale fournit un bon exemple. La société moderne (XVIe - XVIIIe siècle), sera définie comme la société du contrat, dont la société bourgeoise représente la forme historique principale, en tant qu'elle mêle étroitement l'individuel et le social, alors que son fondement philosophique et matériel repose sur la séparation des deux domaines.

C'est ce lien dans la séparation qui tend aujourd'hui à se rompre dans la société capitaliste en crise (crise de l'Etat, de la politique, de la « citoyenneté »). Devant l'abstraction monstrueuse que représente un Capital qui se constituerait lui-même en communauté, en communauté matérielle qui exclurait les hommes, on voit alors resurgir des références communautaires que l'on croyait oubliées ou dépassées. De la même manière, mais à l'autre pôle de la société, le pôle des modernistes, apparaissent des références qui expriment la capitalisation des êtres humains (« tribus », « réseaux <sup>8</sup>»). Ces phénomènes sont le signe d'une tension entre individu et communauté, tension que nous analysons comme une résistance à la domination abstraite et barbare du capital, mais tension qui ne peut, sur ces seules bases poser les prémisses d'autres possibles. Toutefois, en conclusion, nous posons qu'il ne s'agit pas, en réaction à ces communautarismes, de lutter à partir de rien comme si notre singularité pouvait provenir d'une construction purement arbitraire et subjective, mais nous manifestons l'idée d'une positivité des communautés de référence puisque leur diversité peut empêcher le rattachement à une communauté unique, comme celle de la nation (ce qui constitua le « problème » des révolutions, puis l'horreur des contre-révolutions à laquelle aboutit cette tension individu-communauté dans les années trente en Europe). Mais cette recherche restait encore trop vague et cela ne pouvait que susciter des critiques : critique visant le côté fourre-tout produit par notre conception de la multiplicité des communautés de référence; critique de Jean-Louis Rocca dans ses « Trois réflexions sur la situation de la pensée critique <sup>9</sup> » où il était affirmé que la communauté humaine doit être entièrement une construction moderne.

Le numéro double (6-7) de l'automne 1993 marque un certain pic théorique avec l'affirmation-titre : « La valeur sans le travail » puis une seconde partie consacrée à l'individu et à la subjectivité, où fut surtout précisée la notion de singularité. Dans la première partie, plusieurs thèses sont énoncées et développées :

- le système capitaliste d'aujourd'hui constitue davantage un mode de reproduction qu'un mode de production au sens de Marx ;
- la loi de la valeur-travail, indépendamment des critiques originelles qu'on peut lui adresser, n'a plus aucune validité à l'époque de la remise en cause de la distinction entre travail productif et travail improductif, et au moment où le procès de valorisation se réalise tendanciellement sans le travail humain ;
- le travail est essentiellement fonction et non plus activité ;
- le salariat constitue davantage un mode de socialisation (en crise), qu'un mode d'exploitation ;
- l'analyse critique ne peut plus s'énoncer en termes de lutte de classes, thèse qui apparaissait dès le numéro deux, mais qui est précisée ici par l'élucidation de la fonction des classes dans l'histoire. Cette thématique qui devait faire l'objet d'un article commun de Charles Sfar et de Jacques Wajnsztej, a finalement débouché sur deux articles. Partis d'un corpus commun, ils perçurent progressivement leur appréhension différente de la question, même si leurs points de départ et leurs points d'arrivée sont proches. En effet, pour l'un, la seule vraie classe c'est la bourgeoisie, pour l'autre c'est la classe ouvrière. Cette opposition peut paraître scolastique quand tous les deux reconnaissent que ces deux classes historiques ont cessé d'être des moteurs de l'histoire, mais cela conserve pourtant une certaine importance si l'on cherche à comprendre ce qu'est l'activité, comme l'ont fait, d'une façon commune, Charles Sfar et Jacques Wajnsztej dans le numéro Quatre. Cette première partie allait faire l'objet d'une assez large diffusion : en France un supplément à Temps critiques intitulé « La valeur sans le travail » ; une reprise de ces principales thèses dans d'autres revues ; en Allemagne, une traduction du supplément ; en Italie, une traduction suivie d'une large diffusion.

L'article qui suit, de Jacques Guigou, porte sur la critique de la formation des « ressources humaines ». Bien qu'en rapport avec cette première partie, il marque un certain décalage avec les propos précédents et notamment avec ceux sur le capital comme reproduction. En professionnalisant toutes les activités humaines, la formation autonomise la « ressource humaine » de l'espèce humaine, pour mieux la capitaliser. Sous couvert de l'idéologie du travail, la formation contribue à supprimer le travail humain productif et à instaurer le règne de la valorisation immédiate du « capital humain », comme le voulaient les économistes libéraux de l'École du même nom (G.Becker). On trouve dans cette analyse les bases d'une

orientation théorique au sein de la revue qui s'exprimera et s'approfondira au cours des numéros suivants. Elle débouchera dans le numéro 9 sur la notion générique de « parachèvement du capital », se distinguant ainsi de l'autre approche générique en termes de « système de reproduction ».

La deuxième partie du numéro 6/7, débute par un article signé de Temps critiques, ce qui est assez rare pour le signaler. Écrit à l'origine par Jacques Guigou, il a fait l'objet d'une relecture et de corrections collectives pour aboutir à une synthèse sur la question des rapports entre l'individu, le sujet et la subjectivité. Cette synthèse est apparue nécessaire au regard de l'article d'Ilse Bindseil : « La fabrication sociale de la subjectivité féminine », et les vives oppositions qu'il a provoquées. Ce texte renvoie dos à dos la vision marxiste d'une fabrication sociale totale (l'individu réduit à son rôle social), et la vision féministe d'une subjectivité authentique qui reposent toutes deux sur la fausse opposition : autonomie absolue du sujet/absence de sujet. Dans un long article Loïc Debray allait préciser la notion de singularité et la nécessité de placer l'individu au point de départ de toute réflexion politique. Il y dénonce d'abord les individualités de la domination, dans une typologie qui distingue :

- l'individu en fusion (fascisme) ;
- l'individu particularisé (classe, statut, nation) ;
- l'individu lié au mauvais générique (race, nature, sexe) ;
- l'individu associé à l'unité (ensemble réduit à un seul élément) qui est la particularisation poussée à l'extrême, l'atomisation ;
- l'individu lié à l'universel abstrait (le vide des droits de l'homme, l'internationale des bons sentiments qui remplace l'internationale des « patries des travailleurs »). Loïc Debray leur oppose l'individu lié à la singularité qui lance un défi à l'universel et qui, pour ce faire, doit se constituer en sujet politique, en sujet révolutionnaire. L'universel y est défini comme le « tout autre » agissant l'utopie d'un « en commun » sans substance, car dès qu'il y a de la substance, de la positivité, il y a de l'identité et donc impossibilité à se placer dans une optique de non domination. Pour être moins abstrait et résumer cela, on pourrait dire que « l'en commun vide », c'est à la fois le « nous ne voulons rien » (au sens de rien de particulier), et le « nous voulons tout » (au sens du « Mai rampant » italien de 1967-70), sans qu'il y ait de rapport dialectique entre le rien et le tout. L'accent stirnérien du texte fut bien reçu, malgré son caractère inhabituel dans la revue. Mais un passage sur la désignation des révolutionnaires historiques allait provoquer un conflit et l'éloignement de Charles Sfar, après que fût repoussée, par le reste du groupe, la nécessité, sous forme d'ultimatum, d'une prise de position claire de la revue sur la base de principes posés à priori.



Le numéro huit de l'automne 1995 est précédé d'un supplément, en forme de brochure, sur les luttes de 1994 contre le CIP, brochure traduite aux États-Unis et en Italie. Une certaine continuité avec Mai 68 est dégagée, et a contrario, les différences avec les luttes étudiantes de 1986 sont mises en relief. En effet, la période a changé. La crise s'est diffusée dans toutes les couches sociales car la frontière entre travail et non-travail est de plus en plus floue (« stagification aïgue », accroissement des modes de vie précarisés : temps partiel, travail temporaire et extension de ces pratiques : CDD dans l'entreprise, CES dans les associations et les administrations, CIP aménagé dans la formation, RMI en expansion). Il en résulte une ouverture du mouvement vers d'autres catégories (chômeurs, sans domicile), alors qu'en 1986 dominait un repliement qui se veut gage d'indépendance et de spécificité, y compris contre le monde du travail en décomposition. En outre, le fait que l'État respecte des lois immanentes impuissantes à satisfaire les nécessités de la reproduction sociale, le condamne à une perte de légitimité. L'action étatique se désincarne alors dans l'idéologie. Cela explique la ronde des projets, avancés et retirés depuis une dizaine d'années. L'État domine la société « en général », tant que le consensus règne, mais il se révèle incapable de la guider, de la remodeler ou même de la contrôler sous tous ses aspects. A l'artificialité du pouvoir semble répondre une autonomie paradoxale de la société. Ainsi, par leur action, « les jeunes » ont marqué leur territoire, dressé des limites au-delà desquelles le pouvoir ne devra agir dorénavant qu'avec circonspection <sup>10</sup>. Ce numéro huit pose la question du pouvoir, de la puissance et de la liberté, à l'époque de l'individu-démocratique, c'est-à-dire à l'époque de la fin de la modernité (article de Jacques Guigou) ou d'une néo-modernité (Riccardo d'Este), qui ne peuvent être confondues avec l'idéologie post-moderne qui domine aujourd'hui. Dans l'article « Fin de la modernité et modernismes révolutionnaires <sup>10</sup> », Jacques Guigou passe en revue les substituts actuels de la modernité. Renvoyant dos à dos aujourd'hui les théories du modèles et les théories du chaos, il s'attache aussi à la critique des « modernismes révolutionnaires » qui, cherchent à reconstruire ex nihilo un sujet, à partir de références à Sartre ou à Badiou. Dans le premier cas, cela conduit à une hypostase de l'être qui néglige tout le procès d'individuation ; dans le second cas, cela aboutit à mettre en avant une liberté abstraite qui en elle-même ferait exister le sujet. En filigrane sont visées les thèses de Michel Benasayag et du groupe Malgré Tout avec qui nous avons tenté un rapprochement qui a tourné court.

Mais la critique de Jacques Guigou porte aussi contre certains arguments de l'article de Loïc Debray dans le numéro précédent <sup>11</sup>. Partir de l'individu, postuler « un sujet non substantiel » est peut-être une position politique, mais faut-il encore ne pas en méconnaître les présupposés théoriques ni les conséquences pratiques, à savoir une répétition des apories de la métaphysique occidentale entre l'individu et la communauté humaine. Toutefois, la force de cette critique s'essouffle un peu quand elle cherche à énoncer l'autre de cette

métaphysique de l'être et de la substance, l'autre de cette philosophie occidentale, dont le socle réside dans la séparation individu/communauté.

Cette critique de la liberté et du sujet continue cependant dans l'article d'Yves Bonnardel, abruptement titré : « Cette liberté qui nous subjugue ». Les présupposés éternels de la liberté humaine y sont mis en doute. Présupposés devenus souvent prétextes et selon lesquels la liberté fonderait l'essence de l'humanité en tant qu'elle serait notre spécificité, notre grande différenciation d'espèce et, finalement, la raison de la domination non seulement sur les autres espèces vivantes, mais aussi entre les groupements humains. À un niveau plus individuel, la liberté c'est ce qui nous permet de nous accorder à notre être. On tombe alors dans le pathos de l'authenticité qui a déjà fait pas mal de ravages dans l'Europe des années trente, et qui reprend aujourd'hui du galon avec le temps de la Cité des ego (Jacques Guigou), le temps où plus rien n'est envisagé sous l'angle du rapport, puisqu'il s'agit « d'être soi-même ». Même le rapport à la nature extérieure est nié et on risque de passer directement de la domination à la séparation, comme le montre l'histoire de « la vache folle » qui serait devenue inauthentique parce qu'on l'aurait forcée, elle gentille herbivore, à manger de la viande. Yves Bonnardel reconstruit ensuite le lien (souvent oublié, mais combien présent !) entre liberté et responsabilité comme une des bases de la démocratie, mais aussi, plus fondamentalement, comme une des bases de tout ordre de domination. Il ne faut pas lutter pour des libertés-privileges ni pour une Liberté abstraite, définie dans l'absolu, mais pour une liberté de quelque chose. De la même façon, on ne luttera pas efficacement contre le pouvoir en attaquant l'autorité, mais en combattant la soumission. Aujourd'hui, où, tendanciellement, le corps social n'a plus besoin de la médiation des classes pour socialiser les individus, on ne peut plus considérer l'État comme s'opposant à la « société civile » : bien au contraire, il apparaît seulement comme la médiation entre les individus et la société. Ce qui nous nie ou nous opprime, ce n'est pas l'Etat en soi, mais bien davantage le pouvoir social qui s'exerce de bien d'autres façons encore, en vue de nous normaliser et de nous fonctionnaliser. C'est donc l'idée même de société qu'il convient d'examiner. Yves Bonnardel conclut alors par l'extrait d'une citation de C. Baker : « Il est pourtant certain que la seule opposition réelle est l'opposition sociale » ( Insoumission à l'école obligatoire, Barrault.)

Ce texte entraîna des critiques et des échanges <sup>12</sup> entre Yves Bonnardel et Jacques Guigou. Le débat sur la soumission des individus à un ordre politique qui se fonde sur la liberté conquise ou future vit s'affronter une conception associative de la société à une conception historique et périodisée de la communauté humaine. Mais à la relecture, aujourd'hui, on peut se demander si le débat ne passait pas à côté de l'essentiel des divergences. En effet, à y regarder de près, l'adhésion d'Yves Bonnardel à la citation (de C. Baker) renvoie à une conception du social comme accumulation de micro espaces où la totalité n'est conçue que

comme la somme des différents éléments. On reconnaît là une des bases philosophiques du libéralisme moderne et de sa méthode individualiste. Le combat contre cette totalité serait donc vain parce que « l'intérêt » des individus, c'est de se frotter au micro-social qui leur fait face concrètement. La conséquence pratique de cette position se réalise dans une « opposition sociale » qui pour certains conduit à « autogérer le social ». Or cette immersion dans le social est un enfermement et surtout un aveuglement sur la question politique. Le sens des grands mouvements de lutte ne peut plus alors être saisi et c'est la porte ouverte au déchaînement des particularités, des lobbies et de leur idéologie de type « politiquement correct », comme nous le montrerons de manière plus approfondie dans le numéro Dix.

Par rapport aux analyses de Jacques Guigou sur la fin de la modernité et ses avatars modernistes, Riccardo d'Este (« Quelque chose »), décentre le propos continuiste en cherchant à montrer que les bases modernistes et mêmes post-modernes sont en gros de même nature que celles de la modernité des origines. À ce sujet, et notamment à propos de la critique des modèles et des ruptures qu'elle est susceptible d'introduire, il conviendrait alors de parler de « néo-modernité ». Riccardo d'Este suppose clairement qu'il n'y a pas de fin de la modernité ; en cela il est en opposition avec Jacques Guigou qui parle « d'unification mondiale de la société du capital représenté », car les résistances au processus obligent la société du capital à opérer de continuelles modifications. Il n'y a pas non plus de post-modernité globale, car seules des scories marginales (art, philosophie) du système peuvent errer dans un vacuum qui feindrait l'indifférence aux bases structurelles de la modernité. Riccardo d'Este insiste vivement sur le fait que la société du capital, dans son ensemble, a un besoin constant d'être moderne, et aujourd'hui, néo-moderne. Le néo-moderne c'est le concept qui englobe et confirme, pour l'instant, une tendance invariable, mystérieusement réformatrice, de la « production » du rien. Le néo-moderne n'est pas la fin du progrès mais plutôt la prise en charge consciente de cette fin proclamée du progrès. Mais il ne faudrait pas croire que la reproduction du rien ne soit rien. On développe les activités reproductrices du rien. Ce rien, c'est en somme un petit « quelque chose » qui, tout en existant et en ayant même une « valeur », est cependant dépourvu de sens humain intrinsèque, c'est-à-dire qui se manifesterait en dehors de la logique dominante de la reproduction. Il est donc évident que cette production et reproduction du rien s'effectue dans une société du capital où prédomine l'ordre de la reproduction sur celui de la production.

La deuxième partie du numéro consacrée à « Puissance, pouvoir et politique », entame une série d'articles qui vont se poursuivre dans les numéros neuf et dix, et qui visent à un ressaisissement de la dimension politique, aussi bien au niveau théorique que dans les luttes. Cette vision fait pièce à la conception gestionnaire/autogestionnaire dominante, mais elle prend aussi ses distances avec la conception marxiste du politique ; conception qui, même

chez Marx, sous estime la politique, définit le communisme de manière administrative et qui, chez les épigones de Marx aboutit à diluer la politique dans le parlementarisme. Le rôle de l'État est donc reprecisé en fonction de cette priorité accordée à la politique, mais aussi mis en rapport avec les transformations du système capitaliste. Progressivement aussi, se fait jour, parmi nous, l'idée que ce n'est pas simplement d'une crise du politique dont il s'agit, mais d'une véritable dilution du politique dans le social (cf. l'article de Jacques Wajnsztein : « L'aporie du politique »). La troisième partie du numéro consacrée au mouvement anti-CIP de 1994 essaie de dégager les aspects nouveaux du mouvement. Elle exprime aussi une position par rapport au mouvement comme l'indique bien l'article de Philippe Coutant : « Pensée de la situation, théorie critique et événement <sup>13</sup> ». Il ne s'agit pas de juger les événements ou les mouvements en fonction de leur radicalité principielle ou bien encore de leur pureté, mais de voir en quoi il font avancer les choses. C'est dans ce type de luttes que les individus peuvent saisir la situation et faire le lien avec ce qu'il sont : une combinaison d'identités intérieures et d'identités de luttes. L'intensité de la lutte détermine le plus ou moins grand dépassement des particularités d'origine vers des singularités riches en potentialités collectives.

Le projet du numéro neuf était ambitieux puisqu'il devait déboucher sur une intégration plus complète des italiens dans Temps critiques, avec l'entrée de Riccardo d'Este au comité, la publications en italien de toute la collection des numéros par le Groupe 415. D'autre part, un livre sur l'École <sup>14</sup> venait de paraître en Italie et comprenait deux articles de membres de la revue. Les grèves de l'automne 1995 dans lesquelles nous furent engagés, la nécessité de publier un supplément « à chaud » sur le mouvement (Le sens du Tous ensemble), puis l'événement tragique de la mort brutale de Riccardo qui nous toucha dans notre chair, expliquent le retard pris pour la parution de ce numéro, qui n'est sorti finalement qu'à l'automne 1996.

Ce retard permis tout de même de prendre le temps d'élaborer un bilan après six ans d'activités de Temps critiques et enfin de s'attacher à une modification de la Quatrième de couverture en fonction de nos propres avancées et des transformations analysées au fil des événements de ces années-là.

### **1996 : un bilan provisoire**

Voici en quels termes, au printemps de 1996, nous exprimions ce bilan : voilà déjà six ans que paraissait le premier numéro de Temps critiques. Un petit bilan s'impose car la situation a évolué, nos idées se sont précisées, des rencontres, des débats nous ont enrichis... S'il s'agit bien toujours du temps de la critique, il devient aussi nécessaire d'affirmer un certain nombre de choses, sans pour cela qu'elles revêtent la nature de véritables positions. En ce

sens, le mouvement de l'automne 1995 nous indique quelques voies que nous avons mentionnées à la fin du supplément consacré aux dernières luttes <sup>15</sup>. Il s'agit aussi d'affirmer plus clairement la nécessité d'une intervention politique qui tienne compte autant des « résultats » théoriques auxquels nous sommes parvenus que des avancées et des limites des mouvements des années 90, notamment de celui de l'automne 1995. Loïc Debray exprime cette nécessité dans son texte du numéro Neuf : « La politique avant tout <sup>16</sup> ». D'une manière générale, la vision qui s'exprimait dans la quatrième de couverture est devenue extrêmement datée puisqu'elle correspond au double choc produit par la prise en considération de la dissolution de la classe antagoniste et révolutionnaire d'une part et de la tendance à la réalisation de l'utopie-capital, à savoir, se retrouver seul face à lui-même, d'autre part. Au vu de ce constat, nous signalons que la quête identitaire et la réactivation des anciennes déterminations pouvaient être comprises comme des éléments de résistance à la société du capital. On peut voir également cette résistance se manifester dans la persistance de la tension individu-communauté ; mais on peut aussi l'analyser comme une faiblesse du sens et du niveau de lutte contre cette société du capital. Notre première tâche était donc de faire un bilan critique des transformations à l'œuvre :

- unification de la société du capital (cf. n° 1 sur l'Allemagne et l'écroulement de l'Est) ;
- caractérisation de l'individu comme l'individu-démocratique du salariat (cf. n°2) ; -
- mutations et crise du travail à partir des théories de l'inessentialisation de la force de travail, de l'aliénation initiale et de la valorisation des ressources humaines (n°4) ;
- analyse de la valeur sans le travail, et caractérisation de ce que, faute de mieux, nous nommons système de reproduction capitaliste ou bien encore, avec des hypothèses proches, parachèvement du capital (n° 6/7 et n° 9) ; et enfin
- analyse des classes sociales, de leur rôle historique dans l'avènement de la modernité et du monde urbain, mais aussi leur déclin en tant que forces antagonistes, en tant que « classes pour soi », exprimant une vision globale du monde, substrat d'un projet de bouleversement du monde (n° 6/7).

Parallèlement à cette analyse, nous affirmions aussi certaines positions :

- refus du nouvel ordre mondial (n°3 sur la guerre dans le Golfe) ;
- rôle fondamental de la tension individu-communauté pour ne pas en rester à une simple opposition entre les termes, opposition qui conduit inmanquablement à en sacrifier un au profit de l'autre (n° 5 et n°8) ;
- nécessité néanmoins de partir de l'individu, aussi bien comme base objective de l'analyse (l'individu du salariat, l'individu de la particularité), que comme projet politique qui vise l'individu de la singularité (n°2,5,6/7,8).

Mais dans tous ces cas, nous restions encore sur les bases de la première phrase de la

Quatrième de couverture : « Le rapport social capitaliste tend à occuper tout l'espace-temps des êtres humains », comme si les jeux étaient faits, comme s'il n'y avait plus qu'à attendre un improbable sursaut. Par là même nous négligions l'ampleur de la crise de ces rapports sociaux ainsi que les difficultés de reproduction d'ensemble du système. C'est que deux tendances <sup>17</sup> correspondant à cette diversité d'approche coexistent à l'intérieur de la revue. La première, dans la continuité de la Quatrième de couverture originelle, parle de parachèvement du capital pour indiquer le sens des dernières transformations ; la seconde désigne une crise d'une telle ampleur qu'elle remet en cause les fondements du mode de production capitaliste, ouvre de nouvelles perspectives de lutte ce qui nécessite, pour la revue, une intervention critique plus explicitement politique. C'est cette deuxième orientation qui va dès lors prédominer et donner lieu à l'élaboration d'une nouvelle quatrième de couverture pour le numéro Neuf.

Pour ce qui est du numéro Neuf proprement dit, il est divisé en trois grandes parties. Une seconde partie complète les articles précédemment parus sur l'école, l'éducation et la formation, mais aussi sur la subjectivité ; une troisième partie manifeste la volonté plus interventionniste, plus politique de la revue et précise les rapports entre social, politique, mouvement et luttes et cela non seulement au niveau théorique, mais aussi à partir de l'expérience du mouvement de l'automne 1995 et de ce qui nous apparaît aujourd'hui comme sa plus grande faiblesse : l'incapacité à se donner une dimension politique, son enfermement, souvent satisfait, dans « le social ». On retrouve d'ailleurs cet enfermement dans le social avec la réactivation des particularités, qu'elles soient individuelles ou communautaires. Il faut voir là le signe de l'imprégnation de plus en plus importante du « politiquement correct » américain en Europe. La présentation de cette partie trois sur les interventions politiques écrite par Loïc Debray, essaie de synthétiser la critique de ces états de faits en précisant notre exigence politique.

L'article de Léon Milhoud et Phil Agri « Sur les rapports individu-communauté. Le temps des confusions », s'attache, quant à lui, à distinguer les notions de « communautés de référence » et de « références communautaires », alors que leur confusion est bien souvent, y compris dans les milieux d'extrême-gauche, à la base de dérives volontaires ou involontaires vers les divers communautarismes. Cette description des formes actuelles de la tension individu-communauté ne renvoie pas à une position philosophique sur les rapports individu-société, mais doit servir à éclairer les problèmes politiques actuels. Devant l'appauvrissement axiologique de la société du capital, il ne s'agit pas de laisser le terrain libre à ceux qui prônent le Nous contre le Vous. Il s'agit d'affirmer que la référence communautaire de l'individu ne saurait être unique, si, dans la pensée et l'action, elle se rattache à l'idée de communauté humaine en général, non en tant que slogan, mais comme

projection de rapports concrets dans un « être ensemble » à découvrir. Alors les valeurs que ces références contiennent encore (l'individu n'est pas une page blanche !) peuvent s'inscrire dans une nouvelle perspective historique.

La première partie de ce n°9, qui constitue la substance du numéro, revient d'une façon plus systématique sur la caractérisation du système capitaliste avec les notions de « système de reproduction capitaliste » de Jacques Wajnsztein et celle de « parachèvement du capital » de Jacques Guigou. Nous avons déjà mentionné, dans ce bilan, la différence de perspective qu'introduisent ces deux notions en l'état actuel du débat à l'intérieur de Temps critiques et la « solution » provisoire que représente la nouvelle quatrième de couverture.

Notes de bas de page :

1. Cf. Guigou J. et Wajnsztein J. (sous la direction de), [L'individu et la communauté humaine](#), L'Harmattan, 1998, pp. 15-77.[↩]
2. Cf. Guigou J. et Wajnsztein J., *ibidem*, pp. 111-126.[↩]
3. La difficulté principale étant encore les traductions. De fait, ce travail fut repris, de façon indépendante par des groupes ou des éditeurs : Nautilus, 415 et Anarchismo en Italie, Archiv fur die Geschichte des Widerstander und der Arbeit, Frauen et Faust en Allemagne.[↩]
4. Nous n'avons pas repris ces textes dans les deux volumes de l'anthologie, car ils nous semblent aujourd'hui périphériques par rapport à notre projet et, en outre, fortement datés. D'autre part, les positions et les divergences sur cette question apparaissent plus clairement dans des ouvrages plus exhaustifs qui n'engagent que leurs auteurs :
  - La fraction armée rouge, de Loïc Debray et Anne Steiner, Klincksieck, 1987 ;
  - Individu, révolte et terrorisme, de Jacques Wajnsztein, Nautilus, 1987 ;
  - La Cité des ego, de Jacques.Guigou, L'impliqué, 1987 ;[↩]
5. Un bon exemple concret de ce genre de discussion est fourni par l'échange de lettres entre B.Schulze et J.Guigou sur le concept « d'internisation », cf. p.247 -257 du présent ouvrage.[↩]
6. Cf. l'article du n°5 « A propos de l'aliénation initiale », pp. 33-36 du présent ouvrage, ainsi que le chapitre 1 de la seconde partie sur la fonction historique et le déclin des classes et dans le présent ouvrage, p.75.[↩]
7. Cf. Fremion (Y.) et Volny, *Les orgasmes de l'histoire*, Encre, 1980.[↩]
8. Cf. Jacques Guigou « Les réseaux et leur institution », Temps critiques n° 5 1992 et dans *Critique des systèmes de formation des adultes (1968-1992)*, L'Harmattan, 1993, pp. 291-294.[↩]
9. Cf. Guigou J. et Wajnsztein J. (sous la dir. de), *L'individu et la communauté humaine*,

L'Harmattan, 1998, pp.348-356.[↩]

10. Cf. J.L.Rocca « L'Etat c'est aussi nous », dans Guigou J et Wajnsztej J. (sous la dir. de) L'individu et la communauté humaine, L'Harmattan, pp.308-311.[↩][↩]
11. Cf. ibid. pp. 365-377.[↩]
12. Cf. Guigou/Wajnsztej, L'individu ... pp. 197-212.[↩]
13. Cf. Guigou J. et Wajnsztej J., L'individu... pp. 357-364.[↩]
14. Squadernare la scuola, Acrate 415, Torino, Aprile 1995.[↩]
15. Cf. Le sens du tous ensemble, dans le présent ouvrage, pp. 137-153.[↩]
16. Cf. Temps critiques, n° 9, pp. 83-94.[↩]
17. La notion de tendance n'est pas ici à prendre au sens partidair du terme, mais plutôt au sens d'orientation théorique et pratique à l'intérieur d'une revue qui ne veut pas avoir de ligne politique, mais qui n'en exprime pas moins des positions théoriques et politiques.[↩]